

l'on trouve au sein de notre fédération; conscient de sa vocation qui est de former, avec un ensemble de régions interdépendantes, un pays fort et uni.

L'urgence de relever ce défi a donné aux Canadiens une nouvelle conscience nationale. La population du Québec a été forcée, au cours des dix-huit derniers mois, d'envisager les conséquences d'une éventuelle sécession et celles-ci ne lui paraissent sûrement pas agréables.

Dans le reste du pays, on a été contraint d'envisager ce que serait le Canada sans le Québec, et on rejette une telle possibilité avec la même netteté.

Partout les Canadiens comprennent de plus en plus clairement que, pour laisser se démanteler notre pays uniquement par incapacité d'imaginer généreusement une solution au problème d'un État fédéral composé de diverses régions et fondé sur la reconnaissance de deux langues, il nous faudrait être une société malade et littéralement vouée au suicide.

Une nouvelle ouverture des esprits et des coeurs nous dispose, me semble-t-il, à accueillir favorablement les modifications constitutionnelles que je proposerai très bientôt. Il s'agit d'amendements destinés à faciliter pour chacun de nous l'épanouissement politique, culturel et économique au sein d'une Confédération renouvelée.

Je sais que les Canadiens de tous les coins du pays réaffirmeront leur foi en leur pays, et qu'ils s'engageront de nouveau à faire en sorte que le Canada prospère pour le plus grand bien de tous. Je suis convaincu que les Québécois, lorsqu'on leur donnera l'occasion d'un choix sans équivoque, repousseront l'idée d'un nationalisme ethnocentrique en faveur de relations redéfinies et plus fécondes avec leurs compatriotes.

Des relations canado-américaines meilleures que jamais

J'ai parlé de votre pays et j'ai parlé du Canada. Que dire de nos relations? A ma connaissance, les relations entre nos deux pays n'ont jamais été aussi bonnes. Deux nations qui parviennent à conclure un accord au sujet du plus vaste projet d'investissement privé jamais entrepris, à savoir le pipe-line du Nord, donnent au monde un exemple de véritable coopération.

La décision d'entreprendre la construction de ce pipe-line n'est qu'une illustration parmi tant d'autres de la fécondité du dialogue qui se poursuit entre le

président Carter et moi, entre vos fonctionnaires et les nôtres et entre votre secteur privé et le nôtre, dialogue qui recouvre nos objectifs à long terme, ainsi que des problèmes plus immédiats.

Le pipe-line illustre bien la qualité de nos rapports. Il montre clairement, en effet, que nos deux pays savent partager une communauté d'intérêts qui peut être mise en valeur grâce à leur esprit de coopération. Les négociations qui ont donné lieu à l'entente sur le pipe-line ont été serrées, mais nous nous sommes rendus compte, le président Carter et moi, qu'il n'était pas nécessaire qu'il y ait un gagnant et un perdant. De par sa nature même, l'entreprise pouvait faire de chacun de nos pays un gagnant. Nous avons donc accompli, grâce à notre collaboration, ce que ni l'un ni l'autre n'aurait pu accomplir séparément. Et, grâce à une reconnaissance commune de notre interdépendance grandissante et à des intérêts nationaux assez mûrs pour nous permettre de rechercher les occasions de collaborer, nous avons été en mesure de réussir quelque chose qui profitera à nos deux peuples.

Le fait de reconnaître que, par la bonne foi et la bonne volonté, on peut faire en sorte que le tout soit plus grand que la somme des parties, est devenu la marque distinctive de l'histoire du Canada et des États-Unis. Nous devons, je crois, nous inspirer, de part et d'autre et ensemble, en réfléchissant à nos difficultés économiques et au trouble qui règne dans le monde.

J'ai cherché à décrire la façon dont nos deux pays et, en fait, le monde industrialisé tout entier, ont commencé à se sortir de leurs difficultés au cours des quatre dernières années. Bien entendu, nous devons continuer à concerter nos orientations politiques et, avec mesure, à rétablir la croissance économique et à réduire le chômage, tout en continuant à éviter une reprise de l'inflation. Tant pour le court que le moyen terme, nous avons déjà apporté à nos orientations des correctifs très considérables dont les effets se font sentir.

Mais je suis moins sûr que, nations, collectivités, peuples, nous nous attaquions avec assez de résolution aux problèmes plus fondamentaux et à plus long terme auxquels nous sommes confrontés. Nos difficultés économiques ont été coûteuses, non seulement pour nos économies nationales, mais aussi pour cet ensemble complexe d'institutions, d'accords

et d'ententes qui constitue le système économique international dont nous faisons tous partie.

Nos sont témoins d'une remise en question généralisée des gouvernements, des grandes sociétés et des syndicats. La méfiance provoque la formation de groupes aux intérêts mesquins cherchant à se protéger aux dépens des autres et aux dépens du bien commun.

Je ne pense pas que ce malaise, ou même les incertitudes qui gênent les investisseurs, à l'intérieur de nos pays comme du système économique international, diminuent de façon appréciable tant que nous ne nous serons pas montrés décidés à faire face aux problèmes de base et à leur trouver une solution.

...Les événements des années 70 ont compromis les progrès qu'avait réalisés le Tiers-Monde au cours des années 50 et 60. Certains indices portent à croire qu'ils ont fait des progrès depuis deux ans. Selon M. Robert McNamara, président de la Banque internationale, on entrevoit à certains signes une situation encore meilleure que celle des douze derniers mois. M. McNamara a toutefois fait remarquer que malgré les progrès que nous avons faits à la Septième session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies, à UNCTAD IV, à la CCEI et lors du Dialogue Nord-Sud tenu à Paris sous la coprésidence du Canada, les questions les plus urgentes demeurent en grande partie sans réponse.

Il est désormais évident que sans un effort extraordinaire de la part des pays industrialisés et des membres de l'OPEP, nous ne parviendrons à diminuer que de très peu l'écart entre notre revenu réel et celui de nombreux pays du Tiers-Monde. Qui pis est, nous ne progresserons pas beaucoup dans nos efforts pour éliminer la pauvreté et la pénurie dont souffrent actuellement plus d'un milliard de personnes du Tiers-Monde. Là encore, c'est un problème d'ordre moral autant que pratique. Il me semble que nous sommes moralement tenus de faire tout notre possible pour éliminer la faim et la privation dans le monde. Et, concrètement, nous ne pouvons espérer le retour de la stabilité, de la croissance économique et de l'essor humain sans consentir cet effort...

Nous ne devons pas attendre d'avoir résolu nos propres problèmes ou ceux du monde industrialisé avant de nous intéresser au sort des pays du Tiers-Monde. Leur

(suite à la page 8)